

## **Les IA s'interrogent sur la politique « brouillonne » du Ministère.**

« Les réformes engagées dans l'Éducation nationale interrogent les responsables du système éducatif et au premier chef les inspecteurs d'académie qui sont souvent en difficulté pour défendre devant les enseignants et les parents les décisions ministérielles. Les instructions qui se succèdent donnent une image brouillonne de la gouvernance du ministère et ne tracent pas les contours du grand dessein pour l'école dont le pays a besoin », indique le Syndicat des IA (SIA) dans un communiqué, mercredi 16 juin 2010. Treize fiches élaborés par le ministère ont présenté aux recteurs « treize leviers » mobilisant des « gisements d'efficience » pour respecter la contrainte du non-remplacement d'un départ sur deux pour la période 2011-2013 . Ces documents visent à trouver des marges de manœuvre académiques alors que le ministère travaillerait actuellement sur l'hypothèse de 16 000 suppressions de postes à la rentrée 2011.

« On nous demande de supprimer des postes alors que lutter contre l'échec scolaire et la violence à l'école suppose plus d'adultes et plus d'éducation dans les établissements », poursuit le SIA. « On nous demande d'augmenter les effectifs des classes, alors que la difficulté scolaire se traite avant tout par une pédagogie différenciée d'autant plus difficile à mettre en oeuvre que les effectifs sont importants. » « On nous demande de ne plus scolariser les enfants de moins de trois ans alors que toutes les études montrent les effets bénéfiques d'une scolarisation précoce dans les milieux les plus défavorisés », ajoute le syndicat.

### **« LES IA S'INTERROGENT »**

Pour le SIA, on donne « en exemple le modèle finlandais dont la formation des enseignants est un élément clé de la réussite tandis qu'on réduit le temps de formation des professeurs français ».

« Comment expliquer cela aux parents d'élèves, aux enseignants ? Quelle en est la logique si ce n'est une logique uniquement budgétaire ? »

« Dès lors, les IA dont on ne peut douter de la loyauté s'interrogent devant les risques de dégradation du service public d'éducation dont les conséquences, à l'heure de la mondialisation, se mesureront à terme sur les performances et la compétitivité de la France ! », signale le syndicat.

« Nous avons tous, en tant que cadres responsables, conscience de la nécessité de contribuer à la réduction de la dette publique, mais dans l'Éducation nationale plus que partout ailleurs chaque action de réduction budgétaire doit être pensée dans une perspective de long terme et non à l'aune d'échéances économiques immédiates », conclut-il.

## **Schéma d'emplois 2011-2013 : les IEN doivent « refuser de soutenir une politique de démantèlement désastreuse » !**

« Nous avons élaboré des hypothèses dans le cadre des suppressions de postes mais le fait de voir écrit noir sur blanc la disparition des Rased ou encore l'abandon de la scolarisation des « deux ans » nous a beaucoup choqués », indique Michel Gonnet, secrétaire général du SNPI-FSU (Le syndicat des IEN de la FSU).

Le syndicat évoque le « mode de 'management moderne' » qui s'appuie sur « les 'propositions' de l'encadrement intermédiaire ». « Aux inspecteurs du premier degré, on demandera où l'on peut 'sédentariser' les maîtres de Rased, où 'mutualiser' les secrétariats et les conseillers pédagogiques ou les animateurs informatiques, mais aussi d'étudier des mesures de carte scolaire en augmentant la taille des classes... ». « Surtout, on attend de la part des inspecteurs la plus grande 'loyauté', synonyme ici d'allégeance, à l'égard de leurs supérieurs : la modernité revendiquée du discours n'empêche en rien le recours aux pratiques féodales », estime le syndicat.

« Pour les années à venir, si l'inspection pédagogique entend garder ne serait-ce qu'une once d'indépendance intellectuelle pourtant consubstantielle à l'exercice de la fonction, il est nécessaire que chaque inspecteur - quels que soient son grade, sa fonction et le niveau auquel il intervient - prenne la mesure de l'urgence de rejoindre le combat syndical pour un système éducatif plus juste », ajoute le SNPI-FSU. « Il est nécessaire que chaque inspecteur refuse mensonges et manipulations ainsi que le soutien à une politique de démantèlement de la fonction publique aux conséquences désastreuses. »